

Logis des Cadres

www.logisdescadres.com

Dossier de candidature pour le logement situé :

Loyer TTC : €

Locataire sortant :

Loyer principal : €

Provisions charges : €

Propriétaire :

Date :

Madame, Mademoiselle, Monsieur.

Vous venez de visiter un appartement dans le parc locatif que nous gérons, et vous souhaitez vous porter candidat locataire. Pour ce faire, il vous a été remis le dossier que vous avez en main. Il semble nécessaire que vous y apportiez toute votre attention, de façon à ce que notre étude et la réponse que nous devons vous donner soit rapide. **A toutes fins utiles, nous vous précisons que seuls les dossiers complets seront étudiés.**

72Heures après la remise de votre dossier, vous voudrez bien contacter notre service location qui vous indiquera si celui-ci a été accepté.

Espérant vous compter rapidement comme client de notre Cabinet, nous vous prions de croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, en l'expression de nos meilleurs sentiments.

LA DIRECTION.

ETAT CIVIL

	LOCATAIRE	CONJOINT	GARANT
Nom suivi du nom de jeune fille s'il y'a lieu			
Prénoms			
Date et lieu de naissance			
Situation de famille			
Nationalité			
Adresse			
e-mail			
N° Téléphone			
N° Allocataire			
N° Sécurité sociale			
N°compte et agence bancaire			
Nom du propriétaire précédent			

ENFANTS OU PERSONNES A CHARGES

Nombre :

Année de naissance :

RENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS

	<i>LOCATAIRE</i>	<i>CONJOINT</i>	<i>GARANT</i>
PROFESSION			
Nom de l'employeur (Nom adresse tél)			
Date embauche			
Date de fin de contrat			

RESSOURCES MENSUELLES

	<i>LOCATAIRE</i>	<i>CONJOINT</i>	<i>GARANT</i>
Montant salaire net			
Allocations diverses			
Autres revenus			
Total 1			

CHARGES MENSUELLES

	<i>LOCATAIRE</i>	<i>CONJOINT</i>	<i>GARANT</i>
Remboursement prêts			
Pension Alimentaire			
Autres			
TOTAL 2			
RESULTAT 1 - 2			

Liste des documents à joindre IMPERATIVEMENT dans ce dossier**LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES DEMANDEES POUR LES CANDIDATS À LA LOCATION**

A. - Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :

1. Carte nationale d'identité française ou étrangère.
2. Passeport français ou étranger.
3. Permis de conduire français ou étranger.
4. Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

B. - Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :

1. Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.
2. Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.
3. Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.
4. Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

C. - Documents attestant des activités professionnelles:

1. Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.
2. L'extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
3. L'extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
4. La copie du certificat d'identification de l'INSEE, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
5. La copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
6. Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.
7. Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.

D. - Documents attestant des ressources:

1. Le dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
2. Trois derniers bulletins de salaires.
3. Justificatif de versement des indemnités de stage.
4. Les deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
5. Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
6. Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.
7. Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.
8. Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
9. Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES DEMANDEES POUR LES CAUTIONS DES CANDIDATS LOCATAIRES

A. - Pour les cautions personnes physiques, une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :

1. Carte nationale d'identité française ou étrangère ;
2. Passeport français ou étranger ;
3. Permis de conduire français ou étranger ;

B. - Pour les cautions personnes morales les deux justificatifs :

1. Extrait K bis original de moins de trois mois de la société ou les statuts ou toute autre pièce justifiant de l'existence légale de la personne, faisant apparaître le nom du responsable et l'adresse de l'organisme ainsi que la preuve qu'une déclaration a été effectuée auprès d'une administration, une juridiction ou un organisme professionnel.
2. Justificatif d'identité du représentant de la personne morale figurant sur l'extrait K bis ou les statuts.

C. - Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :

1. Dernière quittance de loyer.
2. Facture d'eau, de gaz ou d'électricité de moins de trois mois.
3. Attestation d'assurance logement de moins de trois mois.
4. Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

D. - Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :

1. Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et le cas échéant la durée de la période d'essai.
2. L'extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
3. L'extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
4. La copie du certificat d'identification de l'INSEE, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
5. La copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
6. Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.

E. - Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :

1. Dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
2. Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
3. Trois derniers bulletins de salaires.
4. Les deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
5. Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
6. Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

En cas de caution bancaire, l'engagement de cautionnement écrit mentionnant, en cas de défaillance du locataire, la prise en charge pendant toute la durée du bail et son premier renouvellement de 12 mois de loyers, charges et taxes.

SI VOTRE DOSSIER EST ACCEPTE

Un rendez-vous pour la signature du bail sera fixé (présence obligatoire de tous les signataires du bail munis de l'original de leur pièce d'identité) ainsi qu'un rendez-vous pour l'état des lieux.

Vous devrez vous présenter **IMPERATIVEMENT** muni d'une attestation d'assurance multirisques **habitation**, prouvant que vous avez bien contracté un contrat pour votre nouveau logement. En aucun cas l'état des lieux ne sera fait et les clés remises sans ce formulaire.

A ce sujet, sachez que notre Cabinet vous offre la possibilité de souscrire cette assurance multirisque habitation pour un tarif compétitif.

Vous devrez également si votre nouvel appartement est équipé d'un appareil fonctionnant au gaz (chauffage ou chauffe-eau) souscrire **IMPERATIVEMENT** un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée.

REGLEMENTS et DOCUMENTS A PREVOIR LE JOUR DE LA SIGNATURE DU BAIL

EUROS

Un chèque de un mois de dépôt de garantie :

Un chèque pour honoraires

Un chèque du loyer en cours au prorata de l'entrée

Une attestation d'assurance démarrant à la date d'effet du bail ou de la remise des clefs
L'original de la pièce d'identité des personnes figurant au bail

SI VOTRE DOSSIER EST REFUSE

NE FOURNIR QUE DES PHOTOCOPIES AUCUN DOCUMENT NE SERA RENDU EN CAS DE REFUS DE DOSSIER

NOS STATISTIQUES

Comment avez vous connu notre Agence ?

ANNONCES

CONNAISSANCES

ANNUAIRE

INTERNET

AUTRES

Les locataires et garants certifient l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés.

Toute fausse déclaration ou omission engage leur responsabilité.

Date :

Signatures :

NE PAS COMPLETER
DOCUMENT A RETRANSCRIRE A LA MAIN

ACTE D'ENGAGEMENT
A retranscrire intégralement A LA MAIN par le (ou les) Garant(s)
SOUS PEINE DE NULLITE (art.23 loi du 21 juillet 1994)

Nom – Prénom
Date et lieu de naissance
Profession
Domicile
N° de téléphone
Lien de parenté avec le locataire

Nom employeur
Adresse
N° de téléphone
Date d'embauche
Ressources mensuelles

ENGAGEMENT

Je soussigné accepte de me porter caution solidaire et indéfinie, sans bénéfice de discussion, ni de division pour la durée du contrat de bail consenti à locataire(s) logement situé à soit trois années ou toutes durées prévues au bail, de même qu'au cours de sa reconduction tacite ou de son renouvellement de trois nouvelles années, si l'appartement est vendu, cette caution reste valable pour le nouveau propriétaire, le cas échéant, et en tout cas jusqu'au terme des obligations suivantes :

le montant du loyer chiffré actuellement à€ **(toutes lettres et chiffres)**
du montant révisé dans les conditions suivantes figurant au contrat de location

(Logement conventionné), le loyer sera révisé annuellement tous les 1^{er} juillet sur la base de l'indice du 4^{ème} trimestre de l'année précédent la date de conclusion du présent bail. La révision se fera automatiquement sans notification de part et d'autre.

(Logement non conventionné), le loyer sera indexé annuellement sur les bases du dernier indice du coût de la construction connu à la date de la signature du présent contrat. La révision se fera automatiquement sans notification de part et d'autre.

- des charges dont montant actuel sont de€ **(toutes lettres et chiffres)**
- de toutes sommes autres pouvant être dues en vertu du bail en raison de l'inexécution, des indemnités d'occupation au titre des sommes cautionnées, ou de la mauvaise exécution de ses obligations par le locataire sus-indiqué et notamment, pour l'état du local et les frais de poursuite en paiement.

Je reconnais avoir parfaitement compris qu'à première défaillance du locataire, et quels qu'en soient les motifs, même s'il bénéficie d'un plan de règlement au résultat d'un surendettement constaté, je serais débiteur de toutes les sommes impayées déterminées ci-dessus ou déterminables.

Je sais que lorsque le cautionnement d'obligations résultant d'un contrat de location, conclu en application du titre 1^{er} de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989, ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la caution peut le résilier unilatéralement.

La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse du contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé, au cours duquel le bailleur reçoit notification de résiliation.

Je déclare avoir reçu un exemplaire du contrat de location dont je garantis la bonne exécution.

Fait à le

Bon pour caution solidaire sans bénéfice de discussion ni de division du règlement des loyers, charges, taxes, impôts, réparations locatives, intérêts de retard, indemnités d'occupation égales au loyer et charges et tous dommages et intérêts découlant du bail sus indiqué – SIGNATURE.

MODELE D'ATTESTATION D'EMPLOI

(sur papier en-tête de l'employeur)

Je soussigné (é), Monsieur ou Madame :

.....

Fonction dans la société :

.....

Atteste que Monsieur ou Madame :

Nom et Prénom du salarié :

.....

Date d'embauche :/...../.....

Profession exercée / Qualification de l'emploi :

Est titulaire d'un contrat à durée : Déterminée

Indéterminée

Qu'il n'est ni en période d'essai, ni en période de préavis

Son salaire mensuel brut s'élève à €

Fait à :

.....

Le :/...../.....

Pour faire et valoir ce que de droit
Signature et cachet commercial :